

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

## Journal de Palestine

N° 601 du 11.12.11 au 22.01.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

Tiré a part

[Ziad Medoukh: Trois ans après, qu'est ce qui a changé à Gaza ?](#)

Amira Hass : dictature, vous avez bien lu dictature.

Rapport CPI : Les enfants de Gaza, les plus pauvres de toute la Palestine.

Etat palestinien : reconnaissance par l'Islande.

Cyberpresse : Plus de 100 pays reconnaissent l'État de Palestine.

Allain Jules : Paris: le drapeau palestinien flotte à l'Unesco.

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Bande de Gaza - Au jour le jour

Un Palestinien tué et 12 blessés dans des frappes israéliennes.

2 Politique Israélienne

1 Politique colonialiste

a) IRIB : Poursuite des crimes du régime sioniste et l'inaction de l'ONU.

2 Pays corrompu cherche ...

a) La Cour suprême israélienne approuve l'exploitation des ressources naturelles en Cisjordanie

d) Situation dans les géôles israéliennes

John Lyons: Un magazine australien dénonce les tortures israéliennes sur les enfants palestiniens.

3 Usa (le Parrain...)

1 Les grandes manœuvres

Israël doit agir pour rompre son isolement selon le Pentagone.

Pour 33% des étudiants Israël est un pays d'apartheid...

3 Organisations Mondiales & régionales

Quartette

[Israël et les Etats-Unis tentent de contourner la proposition du Quartette.](#)

5 Monde

1 Belgique

['Bienvenue en Palestine': deux Belges portent plainte contre «Israël».](#)

---

Tiré a part

[Ziad Medoukh: Trois ans après, qu'est ce qui a changé à Gaza ?](#)

Alors que tous les peuples s'apprêtent à fêter la fin de l'année écoulée et l'avènement de la suivante, une partie oubliée de ce monde célèbre le troisième anniversaire de l'agression israélienne contre sa population civile.

Comme le monde entier, nous aimerions fêter la fin et le début d'une année, mais, chaque fois, cette période nous rappelle la fin tragique de 2008.

C'était en décembre 2008, trois ans déjà, trois années se sont écoulées, mais c'est difficile pour nous Palestiniens de Gaza d'oublier la guerre, les massacres et les crimes commis par cette armée sauvage, contre nos femmes et nos enfants, contre nos maisons et nos écoles, contre nos usines et nos routes.

Cette guerre avait pour objectif de briser la volonté d'une population résistante, cette population courageuse qui a résolu de défier le blocus imposé par la force de l'occupation israélienne, mais qui a surtout décidé de rester attachée à sa terre, en dépit de toutes les difficultés et des mesures atroces d'une occupation qui ne veut jamais la paix.

Comment pourrait-on effacer les événements dramatiques de la dernière guerre israélienne contre la population civile gazaouite ? Lequel d'entre nous pourrait oublier les pertes humaines, la destruction massive de nos infrastructures civiles ? Y-a-il un seul Gazaoui qui n'ait pas été touché directement ou indirectement par les attaques sanglantes d'une armée d'occupation qui visait avant tout les civils ?

Mais la question la plus importante qui se pose après ces trois années, c'est : qu'est ce qui a changé à Gaza ?

Avec la mobilisation internationale, les manifestations dans beaucoup de pays contre cette offensive militaire israélienne, mais, surtout, après les réactions et les critiques de plus en plus affichées envers la politique de ce pays contre la bande de Gaza, les Palestiniens de cette prison à ciel ouvert, pensaient que le blocus allait se lever, et leur situation économique et sociale évoluer. Hélas ! Il n'en est rien !

Trois ans après la fin de ce carnage, la situation stagne, rien ne bouge et les gens, sur place, attendent et attendent.

Oui, rien ne bouge, malgré quelques événements internes et externes, qui ont apporté un signe d'espoir pour les Palestiniens, comme les révolutions dans le cadre du printemps arabe, comme la demande d'adhésion de la Palestine aux Nations-Unies, et le discours historique du président de l'Autorité palestinienne devant l'Assemblée générale de l'ONU, comme l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO et la libération de plus de mille prisonniers palestiniens, dont 600 de Gaza accueillis dans une liesse populaire, rare dans cette prison à ciel ouvert, malgré les pourparlers sérieux pour faire avancer la réconciliation, malgré la mobilisation des jeunes Gazaouis dans leurs manifestations de masse contre la division, oui, malgré tout cela, rien ne bouge.

Ces événements, en dépit de leur importance, n'ont pas eu d'influence sur la vie difficile de 1,6 millions de Gazaouis qui continuent de vivre dans des conditions précaires, ils n'ont pas changé l'existence de ces jeunes qui vivent la pauvreté, le chômage et la souffrance.

En décembre 2011, la situation actuelle dans la bande de Gaza est marquée par :

Le blocus inhumain et illégal imposé par le gouvernement israélien depuis plus de cinq ans, blocus maintenu, certes un peu allégé, grâce aux événements dans notre région ou à des pressions réelles de la part de quelques pays et quelques organisations internationales. Actuellement, 130 à 150 camions entrent à Gaza chaque jour, mais la moitié de ces camions sont pour les organisations internationales et leurs projets de construction d'écoles et de stations d'eau. Gaza n'a droit qu'à 98 produits au lieu de 450 avant le blocus, quelques produits et médicaments n'entrent pas, ce qui a aggravé la situation. Selon les

estimations des organisations internationales, la bande de Gaza a besoin de 750 camions par jour pour répondre aux besoins énormes d'une population en augmentation permanente. Les conséquences de ce blocus sont dramatiques, 77% des habitants de Gaza vivent de l'aide alimentaire humanitaire, distribuée par les organisations internationales. 90% des usines détruites pendant la guerre de 2008, sont fermées ou tournent au ralenti, car les matières premières n'entrent pas.

Les maisons détruites lors de la dernière agression israélienne contre la bande de Gaza, n'ont pas été reconstruites ; les matériaux de construction sont toujours interdits d'entrer, par ordre militaire israélien ; les quelques matériaux qui passent actuellement à Gaza sont pour les projets internationaux comme les écoles de l'UNRWA ; plus de 3000 habitants vivent toujours à côté des ruines de leurs maisons détruites, aucun projet de reconstruction civil n'a eu lieu.

Le chômage s'est accru, notamment chez les jeunes : plus de 65% des jeunes Gazaouis, sont au chômage ; on note l'absence de projets de développement réel : tous les projets actuels sont pour le secours et non pour le développement.

La division continue, malgré les rencontres et les manifestations populaires du 15 mars 2011, organisées massivement par les jeunes, à Gaza comme en Cisjordanie, les Palestiniens sont divisés entre deux gouvernements et entre deux projets différents.

Les passages sont fermés, ils ouvrent et ferment de façon arbitraire pour permettre à quelques produits de sortir de Gaza, notamment les produits agricoles comme les fraises et les roses, mais cela est occasionnel, et seulement quand il y a une pression internationale qui permette d'exporter deux camions de ces produits vers l'étranger.

Le passage de Rafah, le seul passage qui relie la bande de Gaza à l'extérieur, est ouvert actuellement et on constate une amélioration certes, mais, vu le nombre considérable de voyageurs, étudiants et malades, les Palestiniens exigent une ouverture totale, notamment avec le changement politique en Egypte. A tout cela s'ajoutent les attaques et bombardements israéliens qui n'ont pas cessé : durant cette année de 2011, plus de 70 Palestiniens sont morts, parmi eux 20 enfants et cinq femmes après des raids de l'armée israélienne contre Gaza.

Les conséquences du blocus et cette situation marquée par des difficultés économiques obligent beaucoup d'habitants à aller récupérer des matériaux dans la zone tampon au Nord de la bande de Gaza, une zone dangereuse contrôlée par l'armée de l'occupation israélienne qui n'hésite pas à tirer, elle a causé la mort de 6 paysans en 2011 ; cela les contraint aussi à aller travailler aux tunnels à Rafah au sud de la bande de Gaza, un travail à risques, puisque plus de 60 travailleurs y ont trouvé la mort, soit à cause l'effondrement des tunnels, soit à cause des raids israéliens.

L'aspect le plus grave de toute cette situation difficile des habitants de la bande de Gaza et qui marque l'esprit de la majorité des habitants ici, est l'absence de perspectives chez ces gens qui ne voient aucun changement, qui constatent que les choses n'avancent pas, ne bougent pas, sentiment horrible qui va influencer l'avenir de cette génération, surtout celle des jeunes, qui commencent à perdre espoir en un avenir immédiat meilleur.

Trois ans après, Gaza la blessée, Gaza la meurtrie existe et résiste, elle continue de souffrir, elle est toujours sous blocus, Gaza affronte les bombardements et les incursions de l'armée israélienne, Gaza est toujours et plus que jamais une prison à ciel ouvert.

Mais la vie continue, ses habitants s'adaptent et montrent une patience extraordinaire devant le silence complice d'une communauté internationale impuissante.

Les Gazaouis attendent toujours, ils n'ont pas d'autre choix que d'attendre, ils attendent trois réponses claires à leurs interrogations :

D'abord, question légitime : jusqu'à quand les violations israéliennes du droit international ? Jusqu'à quand l'impunité d'Israël ? Jusqu'à quand va durer leur souffrance ?

Puis, y aura-t-il une décision courageuse de la part des instances internationales de lever le blocus inhumain qui leur est imposé de façon illégale par une force d'occupation.

Et finalement, quand vont-ils ressentir une amélioration réelle dans leur vie et un changement radical de leur situation précaire.

En attendant, les Palestiniens de Gaza tiennent bon, persistent, patientent, résistent, mais surtout, ils continuent d'espérer en un lendemain meilleur, un lendemain de liberté, de paix, mais, avant tout, un lendemain de justice.

(Ziad Medoukh)

mercredi 21 décembre 2011,

GAZA, ON N'OUBLIE PAS !

GAZA, NOOIT VERGETEN !

MOUVEMENT CITOYEN PALESTINE,

Palestina Solidariteit, Coordination des Femmes Citoyennes (COFECI), Comité Verviers Palestine, Le Centre tricontinental (CETRI), ULB BDS, Links Ecologisch Forum (LEF-FGE), SocialWarBxl, Désobéissance Civil Belgium (DCB), Coordination Mapuche Belgique (COMABE), Parti Tunisie Verte, Halk Cephesi, Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Ligue Communiste des Travailleurs (LCT), La Jeunesse Ouvrière Chrétienne de Liège (JOC de Liège), Karama 48, GAPP (Gents Actieplatform Palestina), EGALITE, ...

France : Europalastine

<https://www.facebook.com/event.php?eid=281453798557106>

<http://mcpalestine.canalblog.com:80/archives/2011/12/26/23051674.html>

---

Amira Hass : dictature, vous avez bien lu dictature.

Les Palestiniens sont des héros qui bravent la dictature israélienne

D'une manière étonnante et émouvante, — en dépit de rivalités internes, d'une répartition injuste du fardeau, de manifestations d'ignorance et d'opportunisme, et de leaders décevants — la dictature israélienne a rendu les Palestiniens plus solides et plus solidaires.

Les Palestiniens sont des héros et c'est la seule chose qui ressort des attaques des voyous des collines (les colons ndt) contre eux. Les mains sont les mains de voyous, et la tête ? La tête est celle du régime hostile imposé aux Palestiniens qui les persécute à chaque instant de leur vie, jour après jour, semaine après semaine depuis des décennies. Vivre dans de telles conditions et rester sain d'esprit — c'est de l'héroïsme. "Et qui dit que nous sommes sains d'esprit ?" me répondent les Palestiniens. Eh bien voilà la preuve qu'ils le sont : ils sont capables de se moquer d'eux-mêmes.

Les voyous des collines ne sont que la cerise sur le gâteau. La plus grosse partie du travail est faite par les voyous en gants de chevreau. Contrairement à ceux qui ont lancé des pierres à l'adjoint du commandant de brigade, ceux-là sont les chouchous d'Israël. La chair de notre chair. Des officiers et des soldats, des juges militaires, des architectes et des hommes d'affaire au service de l'armée, du ministère de l'Intérieur et des employés de l'Institut de la Sécurité Nationale. Les mains sont leurs mains. La tête est celle du peuple juif israélien qui par des voies démocratiques envoie son gouvernement imposer ses dictats aux Palestiniens.

En quoi consiste la dictature israélienne sur les Palestiniens ? Ce n'est pas seulement le contrôle de leur espace et la création d'enclaves isolées les unes des autres ; pas seulement l'envoi de jeunes israéliens de 19 ans — masqués et armés jusqu'aux dents — dans des raids militaires (560 le mois dernier selon le groupe qui supervise ce secteur dans le département des négociations de l'OLP) ; pas seulement les arrestations quotidiennes (257 arrestations en novembre dont 15 Gazaouis) et les 758 blocs de pierres mis en travers des routes de Cisjordanie pour les condamner temporairement le mois dernier.

La dictature n'est pas seulement l'interdiction faite aux Palestiniens de construire dans plus de 60% de la Cisjordanie, l'invention quotidienne de nouvelles lois pour les priver de leurs droits civiques et les expulser, ni la démolition en 2011 de 500 maisons palestiniennes, de puits, de citernes, d'abris pour les animaux, des toilettes et autres structures essentielles. La dictature est tout cela et beaucoup plus encore. La dictature israélienne est l'art des deux poids deux mesures (les Palestiniens n'ont pas le droit de construire sur leur terre cultivable car elle est classée en zone rurale mais l'état peut légaliser une colonie juive construite sur de la terre cultivable palestinienne). Israël est le champion de l'arrogance et de la prétention ("la seule démocratie") et il détient la palme de l'hypocrisie ("prêt à retourner à la table des négociations à tout moment"). Ce qui empêche les Palestiniens de devenir fous de colère, c'est qu'ils savent que tout cela se retournera contre les Israéliens eux-mêmes.

Tous ceux que la dictature israélienne a blessés se sentent seuls, démunis, furieux et désespérés. Mais chaque famille à sa manière cultive son humanité. D'une manière étonnante et émouvante, — en dépit de rivalités internes, d'une répartition injuste du fardeau, de manifestations d'ignorance et d'opportunisme, et de leaders décevants — la dictature israélienne a rendu les Palestiniens plus solides et plus solidaires. C'est le sumud [1] dont l'avocat Raja Shehadeh a parlé il y a longtemps, quand nous vivions encore dans

l'illusion que le peuple juif israélien pouvait guérir de la maladie du pouvoir. Ce que recouvre ce mot est aussi vrai de chaque individu que de chaque famille : c'est la capacité de résilience, la capacité de se contrôler avec beaucoup de sagesse et de finesse, qui est à la base du courage qui est devenu la norme en Palestine et qui se transformera en résistance collective de masse quand le moment sera venu.

Les Palestiniens sont des héros et ce n'est pas seulement une belle tournure journalistique. C'est un fait dont les voyous n'ont que faire mais qui pourrait peut-être toucher les gens qui ferment les yeux —et il y en a beaucoup. Les gens ferment les yeux parce qu'ils veulent que tout soit normal. Ce qu'ils ne voient pas n'existe pas et ne les gêne pas. La normalité israélienne a besoin que les Palestiniens disparaissent ou au moins qu'ils se taisent et se rendent. Mais la bravoure des Palestiniens n'a pas fini de contrarier les espoirs israéliens de normalité.

[1] sumud : Résistance, détermination, patience

*Amira Hass,*

*jeudi 29 décembre 2011*

---

Rapport CPI : Les enfants de Gaza, les plus pauvres de toute la Palestine.

Le bureau central palestinien des statistiques a remarqué que ses chiffres de l'an 2010 montrent que 26% des enfants palestiniens souffrent de la pauvreté : 19% en Cisjordanie, 38,4% dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué dont l'agence Safa a reçu une copie, le bureau indique aussi que 21% des familles palestiniennes souffrent de la pauvreté, 16% en Cisjordanie, 31,9% dans la bande de Gaza.

Et 53,8% de ces familles pauvres ont des enfants, contre 46,2% en Cisjordanie.

Le rapport souligne également qu'environ 65 mille enfants, 6% des enfants âgés entre 5 et 14 ans, travaillent, avec ou sans salaire : 8% en Cisjordanie, 3,1% dans la bande de Gaza. 7,7% sont des garçons et 4,2 des filles.

Le taux des enfants qui travaillent et vont à l'école en même temps est de l'ordre de 5,6%, 7,5% en Cisjordanie, 3% dans la bande de Gaza, surtout parmi les garçons : 7,2% contre 4% pour les filles.

### **L'éducation**

Le taux d'échec à l'école primaire pour l'année scolaire 2009-2010 était de 1,8% pour les garçons et de 1,6% pour les filles. Pour l'école secondaire, il était de l'ordre de 1,9% pour les garçons contre 1% pour les filles.

### **Les enfants invalides**

Le communiqué du bureau des statistiques a mentionné qu'en 2011, 1,5% des enfants dans les territoires palestiniens souffrent d'un handicap : 1,6% en Cisjordanie, 1,4 dans la bande de Gaza. 1,8% parmi les garçons, 1,3 parmi les filles.

Les handicapés de naissance sont à un taux de 29,6%. Et le niveau des enfants invalides à cause de maladies est de 24%.

Par ailleurs, 19,4% des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'anémie, dans les territoires palestiniens, 13% en Cisjordanie, 25,6% dans la bande de Gaza.

### **La mortalité infantile**

En 2010, 20 enfants mourraient pour mille naissances, 18,8 en Cisjordanie, 23 dans la bande de Gaza.

Et pour les enfants âgés de moins de 5 ans, 25 enfants mouraient pour mille enfants.

Le rapport note que des enfants âgés de 12-17 ans se marient, 1,6% des filles, 0,2% des garçons.

Et pour le nombre total d'enfants de moins de 18 ans, il a atteint les deux millions enfants, représentant 48,2% du nombre total d'habitants des territoires palestiniens, en 2011 : 46,1% en Cisjordanie, 51,5% dans la bande de Gaza. Ainsi, la société palestinienne est bien jeune.

Le rapport ajoute que les enfants âgés de moins de cinq ans constituent 14,7% des habitants des territoires palestiniens, les enfants âgés de 5-9 ans 13,4%, ceux de 10-14 ans 12,7%, et ceux de 15-17 ans 7,3%.

Enfin, le rapport montre que 45% des enfants de moins de 18 ans des territoires palestiniens sont des réfugiés, 28% en Cisjordanie, 68,8% dans la bande de Gaza.

Rapport paru sur le site [www.Safa.ps](http://www.Safa.ps), le 17 novembre 2011, traduit et résumé par le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI)

Source : CPI

Etat palestinien : reconnaissance par l'Islande.

L'Islande est le premier pays, dans le Nord-Ouest de l'Europe, à reconnaître l'Etat palestinien. "L'Islande reconnaît, officiellement, l'Etat palestinien, en tant que pays indépendant, dans le cadre des frontières de 1967", a déclaré, jeudi, le ministre islandais des Affaires étrangères, Ossur Skarphédinsson. Ce dernier a, également, condamné les attaques du régime sioniste contre les Palestiniens, en Cisjordanie, à Qods-Est et à Gaza. Le Premier ministre cambodgien soutient, également, la proposition de l'adhésion de la Palestine à l'ONU. Lors de sa rencontre avec le Président de l'Autorité autonome de la Palestine, Mahmoud Abbas, il a déclaré : "La prise de position du Cambodge envers la proposition palestinienne n'a pas changé".

<http://french.tribune.ir/info/...>

---

Cyberpresse : Plus de 100 pays reconnaissent l'État de Palestine.

L'Autorité palestinienne a choisi la voie de l'ONU pour faire de la Palestine un État reconnu par la communauté internationale. »

«Voici le jour où je vous présente la déclaration de l'indépendance de la Palestine en accord avec la volonté du Parlement islandais», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Össur Skarphedinsson (à droite) s'adressant à son homologue palestinien Riad Malki (à gauche).

Après l'annonce par l'Islande, jeudi, de la reconnaissance de «l'indépendance et de la souveraineté de la Palestine» et l'établissement de relations diplomatiques bilatérales, plus de 100 pays ont reconnu la Palestine en tant qu'État.

En reconnaissant l'État palestinien, l'Islande est devenu l'un des premiers pays d'Europe occidentale et membre de l'OTAN à prendre cette décision.

«Voici le jour où je vous présente la déclaration de l'indépendance de la Palestine en accord avec la volonté du Parlement islandais», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Össur Skarphedinsson s'adressant à son homologue palestinien Riad Malki.

Les deux ministres, qui étaient réunis lors d'une cérémonie à la Maison de la culture de Reykjavik, ont également convenu de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays qui seront représentés par des ambassadeurs non-résidents.

Cette annonce a été aussitôt saluée par le ministre palestinien pour qui elle «revêt une grande portée» car elle peut créer en Europe «une atmosphère très positive que d'autres pourront suivre».

Cette décision intervient après l'adoption par le parlement islandais (Althingi) le 29 novembre dernier d'une résolution autorisant le gouvernement «à reconnaître la Palestine en tant qu'État indépendant et souverain dans le cadre des frontières antérieures à la Guerre des Six Jours de 1967».

Le chef de la diplomatie islandaise a déclaré que cette reconnaissance par un pays d'Europe occidentale également membre de l'OTAN intervient au bon moment.

«Ils ont eu des revers au Conseil de sécurité et c'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait juste de ne pas attendre, mais d'aller de l'avant dès maintenant», a expliqué M. Skarphedinsson lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Malki.

«Il est très symbolique pour eux qu'un pays d'Europe occidentale qui est aussi membre de l'Alliance atlantique, franchisse maintenant un pas en avant et reconnaisse la souveraineté de la Palestine», a-t-il dit ajoutant que cette décision «leur donnera un peu de vent dans les voiles».

M. Riad Malki s'est également félicité du «timing parfait» de cette annonce parce qu'elle intervient «après une saison sèche pendant laquelle peu de pays ont pris la décision de reconnaître la Palestine», a-t-il relevé. Elle coïncide aussi avec la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, a précisé M. Malki.

Le chef de la diplomatie palestinienne a exprimé l'espoir que cette décision «contraindra Israël à repenser son approche du processus de paix cette fois d'une manière positive».

M. Skarphedinsson veut également y croire. Il a souligné que déjà la récente détermination de l'Islande à faire admettre la Palestine à l'UNESCO «avait compté pour certains». «Je voudrais donc croire que cela (la reconnaissance, NDLR) va aider» le processus de paix, a-t-il dit.

La décision de reconnaître la Palestine «nous a pris deux ans», a poursuivi le ministre islandais. Il a souligné que son gouvernement a préféré faire approuver cette décision par le parlement, mais qu'il n'y était pas obligé.

Faisant allusion aux réactions d'hostilité d'Israël à cette reconnaissance il a ajouté qu'aucun pays «ne peut dire quoi que ce soit quand une décision est prise de manière aussi démocratique».

Selon l'autorité palestinienne, 130 pays ont reconnu l'État palestinien.

Quatre pays membres de l'Union européenne l'ont reconnu: la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, Malte.

En Amérique du Sud, douze pays ont reconnu l'État palestinien. Seule la Colombie, principale alliée des États-Unis et d'Israël dans la région, fait bande à part.

En Amérique centrale, l'État palestinien a été reconnu par Cuba, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador.

Il a également été reconnu par des pays arabes, comme la Syrie en juillet 2011, ainsi que des États africains.

D'autre part, quelque 150 pays maintiennent des relations diplomatiques avec la Palestine sous une forme ou une autre.

La Palestine détient un statut d'observateur à l'ONU. Le 31 octobre 2011, les Palestiniens ont été admis comme membres à part entière de l'UNESCO lors d'un vote des États membres qui avait entraîné la suspension des versements des États-Unis à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

15-01

<http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/la-palestine-a-lonu/201112/15/01-4478162-plus-de-100-pays-reconnaissent-letat-de-palestine.php>

---

Allain Jules : Paris: le drapeau palestinien flotte à l'Unesco.

Le drapeau palestinien a été hissé pour la première fois mardi midi au siège d'une organisation de l'ONU, l'Unesco à Paris. La cérémonie a eu lieu en présence de Mahmoud Abbas, qui y a vu une «première reconnaissance de la Palestine».

Sous une pluie battante, le drapeau composé d'un triangle rouge prolongé par trois bandes horizontales noire, blanche et verte, a été hissé devant le siège de l'Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture, pendant que l'hymne palestinien était diffusé à l'intérieur de l'enceinte sous les applaudissements des nombreux délégués présents. «Cette adhésion est une première reconnaissance de la Palestine. C'est émouvant de voir notre drapeau hissé aujourd'hui dans une enceinte de l'ONU», s'est félicité le président palestinien Mahmoud Abbas dans son discours.

«Je souhaite que ceci soit de bon augure pour une admission de la Palestine dans d'autres organisations internationales», a-t-il ajouté, alors que la candidature palestinienne présentée à l'ONU à New York est dans l'impasse au Conseil de sécurité.

### **Poursuivre les démarches**

Lors d'une conférence de presse ensuite, M. Abbas a affirmé vouloir poursuivre les démarches au Conseil de sécurité, où les Palestiniens n'ont pour l'instant pas les 9 voix sur 15 nécessaires. S'ils les obtenaient, les États-Unis ont prévenu qu'ils utiliseraient leur veto pour empêcher que leur soit octroyé le statut de membre à part entière de l'ONU.

«Nous n'avons pas encore demandé de vote mais cela peut intervenir d'un moment à l'autre. Si nous n'avons pas de majorité, nous répéterons cette demande encore et encore», a déclaré Mahmoud Abbas.

Le président de l'Autorité palestinienne s'est entretenu mardi soir de cette stratégie avec Nicolas Sarkozy, avant de rencontrer le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012 en France, François Hollande. Il demande concrètement un vote du Conseil de sécurité de l'ONU reconnaissant un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale.

### **Sites à inscrire**

Le 31 octobre, les Palestiniens avaient enregistré une première victoire diplomatique sur la voie de la reconnaissance de leur Etat, en devenant le 195<sup>e</sup> membre de l'Unesco, à la suite d'un vote écrasant de la conférence générale, où seuls 14 Etats s'y étaient opposés.

Cette adhésion va leur permettre de déposer des demandes de reconnaissance d'une vingtaine de sites archéologiques et religieux au Patrimoine mondial de l'humanité.

Les Palestiniens veulent que l'église de la Nativité à Bethléem soit le premier site inscrit «au nom de la Palestine», dès 2012. Ils souhaitent présenter aussi rapidement l'inscription du caveau du prophète Abraham à Hébron, un lieu saint à la fois pour les juifs et pour les musulmans.

### **Rétorsion étasunienne et israélienne**

Le vote de la fin octobre avait provoqué la colère des Américains qui avaient suspendu leur financement pour l'Unesco, privant l'organisation de 22% de son budget, soit un trou de 65 millions de dollars dès 2011, puis de 143 millions de dollars sur les années 2012-2013. Cela a contraint l'Unesco à annoncer un plan drastique d'économies.

De son côté, Israël avait décidé d'accélérer la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée, et gelé le transfert de fonds aux autorités de Ramallah. Finalement, sous la pression internationale, Israël a levé un mois après le gel de ces fonds, des taxes douanières et de la TVA, qui représentent deux tiers des recettes budgétaires propres de l'Autorité palestinienne.

«Cette cérémonie de lever du drapeau ne fera en rien avancer la cause de la paix et de la réconciliation», a réagi mardi à Jérusalem, le porte-parole du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, Mark Regev.

«Le seul moyen d'y parvenir sont des négociations directes. Israël a proposé cette semaine de relancer des pourparlers directs... mais malheureusement, les Palestiniens ont une nouvelle fois refusé», a-t-il affirmé. De son côté, Mahmoud Abbas a rappelé que les Palestiniens exigeaient «qu'Israël arrête immédiatement les colonisations» pour reprendre les pourparlers.

Israël-Palestine: l'OTAN va-t-elle intervenir en faveur des Palestiniens ?

### **Allain Jules**

Vendredi 16 décembre 2011

C'est un coup de tonnerre. La question est stupide, n'est-ce pas ? Rien n'est inventé et pour lire ce genre de constat fait par des ONG, en France, il faut se lever de bonheur. D'ailleurs, avant de publier ce post, j'ai fait le tour des sites. Rien. La peur du terrorisme intellectuel qui empêche de dire un mot sur le calvaire des Palestiniens, apparenté honteusement à ce que vous savez. Passons. Donc, 20 ONG, dont Amnesty International, Human Rights Watch et Oxfam dénoncent la recrudescence des démolitions, des expropriations ou vol et des violences à l'encontre des Palestiniens et appellent Israël à respecter le "droit international". C'est comme demander à un aveugle de lire un livre sans le braille.

La Palestine a battu cette année 2011, le record de destructions et d'agressions. On croyait que l'arrivée de Barack Obama allait régler cette situation injuste. Hélas, il est avéré et confirmé qu'il a été simplement le nègre de maison. Celui utilisé pour réprimer ses frères et semer la zizanie. La paix dans le monde n'a jamais été aussi menacé depuis son installation à la Maison Blanche. Aujourd'hui, 16 décembre 2011, Luis Moreno-Ocampo cède sa place à la Gambienne Fatou Bensouda. Tiens, c'est elle qui va s'occuper des dossiers chauds, comme celui de Laurent Gbagbo. Ainsi, les prédateurs auront lavé les mains.

Hélas, les justiciers ne s'appliquent pas à eux-mêmes, cette justice-là. Or, Kant affirmait : « Agis de telle sorte que tu puisses également vouloir que ta maxime devienne une loi universelle ». Le « que tu puisses » invoqué ici est celui de la raison et de son accord avec elle-même : à supposer l'existence d'une communauté d'êtres humains (d'êtres raisonnables actifs). Alors, nos amis ne peuvent être crédibles si la réciprocité et la justice ne les guident pas. Ils sont en contradiction en voulant faire la loi en Syrie, en Iran ou en Libye dans leur action meurtrière.

A quoi sert le Quartet sur le Proche-Orient qui propose la relance des négociations de paix entre Israël et les Palestiniens alors qu'il ne condamne jamais la colonisation qui se développe de façon abyssale ?

Destruction, occupation... mais aussi violence. Un doublement du nombre de Palestiniens dont Israël a détruit les habitations en 2011. Doublement du "nombre de personnes déplacées en raison des démolitions". Dans un communiqué, les ONG appellent le Quartet sur le Proche-Orient à "exiger du gouvernement israélien qu'il revienne sur sa politique de colonisation et gèle toutes les démolitions".



Le constat de l'année 2011 est amer pour les ONG. Ainsi, plus de 500 habitations palestiniennes et autres infrastructures de base ont été détruites en Cisjordanie. Conséquences: plus de 1000 Palestiniens ont été déplacés, selon les chiffres des Nations unies. Ces destructions vont de pair avec l'expansion accélérée des colonies israéliennes, pointe le communiqué. Sur l'année 2011, "des plans concernant près de 4 000 nouveaux logements pour des colons à Jérusalem Est ont été approuvés". Ces actes sont considérés comme "des violations du droit humanitaire" a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice pour le Moyen-Orient de Human Rights Watch.

Les colons deviennent de plus en plus agressifs, bénéficiant de l'impunité. Les 12 derniers mois ont été marqués par "une escalade des actes de violence de la part des colons". Les agressions contre les Palestiniens ont augmenté de plus de 50% par rapport à 2010. Par ailleurs, les moyens de subsistance de centaines de familles sont aussi touchés, poursuivent les ONG, puisqu'environ 10 000 plants d'oliviers et autres arbres ont été détruits en Cisjordanie. Sans que les auteurs de ces actes ne soient inquiétés: 90% des plaintes déposées pour violence commise par des colons ayant été classées sans suite par la police israélienne entre 2005 et 2010, précise le communiqué. A quel moment va-t-on faire valoir le droit international ? Quand la poule aura des dents ou quand Israël gagnera encore plus de terrain et de temps ?

Publié avec l'aimable autorisation d'Allain Jules

Source : Allain Jules

<http://www.24heures.ch/actu/monde/drapeau-palestinien-hisse-agence-onu-paris-2011-12-13>

<http://allainjules.com/...>

---

## 1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Bande de Gaza - Au jour le jour

Un Palestinien tué et 12 blessés dans des frappes israéliennes.

nb : Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Des Palestiniens réunis autour d'un véhicule touché par les frappes israéliennes à Gaza, le 27 décembre 2011

Au moins un Palestinien a été tué et une douzaine d'autres blessés, dont deux grièvement, mardi soir par des frappes aériennes israéliennes sur la bande de Gaza, selon des sources hospitalières locales.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a affirmé avoir visé et atteint des "terroristes jihadistes" considérés comme proches de la mouvance Al-Qaïda.

Abdallah Al-Telbani, 22 ans, circulait dans un triporteur quand il a trouvé la mort lors d'une première frappe sur le camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de la ville de Gaza, ont précisé des sources médicales palestiniennes. Deux autres Palestiniens ont été blessés.

Une deuxième frappe aérienne a ensuite touché une jeep roulant à l'est de l'agglomération de Gaza, blessant dix personnes, dont deux sérieusement, ont indiqué les autorités sanitaires.

Selon la radio publique israélienne, M. Al-Telbani était un membre du groupe radical Jihad islamique. Mais les Brigades Al-Quds, la branche armée du mouvement, ont démenti dans un communiqué avoir perdu un de leurs hommes. Un combattant du Jihad islamique avait été tué le 7 décembre à Gaza.

Il n'est pas inhabituel que, dans la nébuleuse des organisations armées de Gaza, des activistes changent d'allégeance ou servent plusieurs groupes.

L'armée israélienne a pour sa part indiqué dans un communiqué avoir d'abord ciblé "un terroriste associé au Jihad mondial et un affidé" puis "une unité affiliée au mouvement terroriste du Jihad mondial" dans le nord de la bande de Gaza.

"Cette unité avait été déjà repérée par l'armée israélienne à la suite d'une tentative d'effectuer une attaque terroriste à la frontière entre Israël et l'Égypte", a ajouté le communiqué.

Au début du mois, des unités de l'armée déployées dans le sud d'Israël, le long de la frontière avec le Sinaï égyptien, avaient été placées en "état d'alerte renforcé" de crainte d'une attaque terroriste.

Le 18 août dernier, un commando armé avait franchi la frontière israélo-égyptienne et mené plusieurs opérations coordonnées dans le désert du Néguev, à une vingtaine de kilomètres au nord de la station balnéaire d'Eilat, au bord de la mer Rouge, tuant huit Israéliens, dont un soldat et un policier.

L'armée israélienne a identifié deux des Palestiniens visés par sa frappe: Rami Daoud Jabar Khafarna, né en 1984 et originaire de Gaza, un ancien membre de la branche armée du mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza, et Hazam Mahmoud Sa'adi Al-Shakr, un autre Gazaoui né en 1985 et également ex-brigadiste du Hamas.

Ces frappes surviennent alors que le Hamas est engagé dans un processus de "*réconciliation nationale*" avec son rival du Fatah, dirigé par le président palestinien Mahmoud Abbas.

Le chef du Hamas, Khaled Mechaal, basé en Syrie, s'est prononcé récemment en faveur de "*la résistance populaire pacifique*", qui supposerait que son mouvement renonce dans les faits à la lutte armée.

Le Jihad islamique, principal protagoniste des récentes épreuves de force avec Israël à Gaza, est également partie prenante de la tentative de réconciliation entre les principales factions palestiniennes.

Créé en 1980 et d'inspiration pro-iranienne, le Jihad islamique, qui représente la deuxième force combattante de Gaza, observe une trêve tacite avec Israël depuis la fin octobre. Cette trêve a été instaurée sous l'égide du Hamas grâce à une médiation égyptienne.

27 décembre

[http://www.rtf.be/info/monde/detail\\_gaza-un-palestinien-tue-et-12-blesses-dans-des-frappes-israeliennes?id=7303613](http://www.rtf.be/info/monde/detail_gaza-un-palestinien-tue-et-12-blesses-dans-des-frappes-israeliennes?id=7303613)

---

## 2 Politique Israélienne

### 1 Politique colonialiste

a) IRIB : Poursuite des crimes du régime sioniste et l'inaction de l'ONU.

Le bureau onusien des affaires humanitaires pour la Cisjordanie vient de publier un nouveau rapport, pour décrire les récents crimes commis, à l'encontre des Palestiniens, la semaine dernière.

Dans ce rapport, il est dit que les militaires israéliens ont fait tomber en martyrs deux Palestiniens, dans la bande de Gaza, du 21 décembre 2011 au 3 janvier. Durant le même temps, 30 citoyens palestiniens ont été blessés, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où les Sionistes ont, également, détruit une quarantaine de maisons. L'histoire du régime sioniste est ponctuée, quasi-quotidiennement, par les crimes horribles commis à l'encontre des Palestiniens et des peuples de la région. En effet, le massacre fait partie intégrante de la nature inhumaine du régime sioniste. A présent, les Sionistes multiplient leurs actes barbares, dans les régions palestiniennes, tandis que le silence complaisant des organisations internationales et des faux défenseurs des droits de l'Homme encouragent les dirigeants israéliens à décupler leurs crimes. Le nouveau rapport de l'ONU est publié, dans le contexte où son secrétaire général visitera, dans 45 jours, la région de Gaza. Il a, déjà, fait des promesses à la partie palestinienne, au sujet de la levée du blocus, sans pour autant agir, concrètement, dans ce domaine. Le représentant de l'Autorité palestinienne, auprès de l'ONU, Riyad Mansour, a critiqué l'inaction de l'ONU vis-à-vis des crimes du régime sioniste. Il a critiqué, aussi, le soutien tous azimuts des Etats-Unis à Tel-Aviv, en soulignant que Washington entravait l'action du Conseil de sécurité de l'ONU, pour empêcher la poursuite de l'affaire concernant les crimes inhumains du régime sioniste. En réalité, la pression que les Etats-Unis exercent sur les institutions et les organisations internationales les empêchent d'adopter des positions impartiales, au sujet des événements de la Palestine occupée, d'où l'inaction de ces organisations, à l'égard des crimes que le régime israélien commet contre les civils palestiniens.

IRIB

---

b) IRIB : Projet israélien de multiplier les colonies : Tel-Aviv s'acharne à judaïser Qods .

Judaïser Qods ! Israël en a fait son credo. Aux premiers jours de 2012, les médias internationaux ont dévoilé le projet israélien de multiplier les colonies de peuplement, à Qods, et à changer le tissu démographique et géographique de la ville. Le plan s'inscrit, dans le cadre du projet de "l'Etat juif", pour la mise à exécution duquel, 1 milliards et demi de dollars ont été consacrés. 30.000 nouvelles unités doivent être construites, en 2012, dans le secteur oriental de Qods, soit une partie du projet d'implantation de 60.000 unités censé changer le tissu démographique de la ville. Environ, 2.500 maisons palestiniennes, ont été détruites, depuis l'occupation, en 1967, de la ville sainte, 3.200 hectares des terres palestiniennes ont été confisquées, en 2011, sans oublier les 72 maisons d'habitation détruites, durant cette même année. Il est vrai que, sous n'importe quel prétexte ou mesure, le régime sioniste a essayé, en détruisant les maisons ou les endroits islamiques, d'anéantir et d'éliminer toutes les traces et

manifestations islamiques de la ville et de donner un visage juif à la ville de Qods. Entre autres, la construction du mur de séparation, qui a divisé la ville en deux, isolant les 250.000 habitants, à Qods, compte parmi les démarches entreprises par ce régime, en vue de changer le tissu démographique de Qods, en faveur des Juifs. Notons, en passant, l'expulsion des Palestiniens de Qods, qui est la politique poursuivie par Israël, depuis quatre décennies. D'après les chiffres les plus récents, le régime israélien a, jusqu'à présent, annulé le permis de séjour de 15.000 familles palestiniennes, qu'il a mises en errance, dans le but d'évacuer Qods de ses habitants palestiniens. Par ailleurs, l'établissement d'Owqafs d'Al-Aqsa a annoncé qu'Israël détruit les bâtiments et les œuvres islamiques autour de la mosquée d'Al-Aqsa, première Qibla des Musulmans, sous prétexte du progrès et de la reconstruction des rues et des quartiers alentours.

Mais jusqu'où ira la politique discriminatoire d'Israël?

05/01/2012

---

2 Pays corrompu cherche ...

a) La Cour suprême israélienne approuve l'exploitation des ressources naturelles en Cisjordanie  
La Cour suprême d'Israël considère que les entreprises israéliennes ont le droit d'exploiter les ressources naturelles en Cisjordanie, bien que cela soit contraire au droit international. La Cisjordanie est un territoire occupé depuis 1967 par Israël et dont l'appartenance reste encore un enjeu majeur du conflit israélo-palestinien. Yesh Din, une ONG israélienne a demandé à ce que les entreprises israéliennes cessent leurs activités d'extraction de pierres destinées à la construction, un secteur dont le poids économique est évalué à 900 millions de dollars en Cisjordanie. Les trois quart des matériaux extraits sont envoyé en Israël, ce qui s'apparente à du pillage d'après Yesh Din. « *La Cour suprême a rejeté une requête émanant d'une organisation israélienne de défense des droits de l'homme qui demandait à ce que l'extraction des pierres en Cisjordanie par des compagnies israéliennes soit examinée et arrêtée. Yesh Din affirmait que cette pratique était illégale au regard du droit international du fait qu'il s'agisse de l'exploitation de ressources naturelles d'un territoire occupé au bénéfice de la puissante occupante* », rapporte le Guardian le 3 janvier. La cour a estimé, au regard de la réalité du terrain qui prime sur le droit international, que les activités économiques ne pouvaient pas être arrêtées indéfiniment qu'elles fournissaient des emplois aux Palestiniens. Yesh Din craint que cette décision s'étende à d'autres secteurs comme l'eau ou le patrimoine archéologique.

5 janvier 2012

<http://www.goodplanet.info/Contenu/Depeche/La-Cour-supreme-israelienne-approuve-l-exploitation-des-ressources-naturelles-en-Cisjordanie/%28theme%29/1447>

---

b) La Cour Suprême stoppe le droit de retour rampant.

Cette fois-ci, la présidente Dorit Beinisch a été mise en minorité par ses pairs. Un forum (rare) de onze juges avait à trancher sur une loi votée par la Knesset, et qui entend mettre fin à une pratique dangereuse à terme pour l'avenir de l'Etat d'Israël : la réunion de familles arabes palestiniennes par voie de mariage. Cette pratique consistait dans le mariage d'Arabe israéliens avec des Arabes palestinien non-citoyens, et qui exigeaient ensuite la citoyenneté israélienne au nom du principe de « réunion des familles » pour venir s'installer en Israël. Ce stratagème permettait à de nombreux Arabes palestiniens de bénéficier de tous les droits que procure la carte d'identité bleue sans parler des conséquences démographiques à long terme. Les Arabes israéliens et surtout leurs représentants à la Knesset ne cachent leur volonté de transformer Israël en « Etat de tous les citoyens », en caressant le rêve que la population arabe en Israël submerge un jour la population juive ou tout au moins constitue une force revendicative contre la spécificité juive de l'Etat. Six juges de la Cour ont considéré la loi comme constitutionnelle, contre cinq – dont la présidente Beinisch – qui voulaient que les Palestiniens puissent continuer à réunir leur famille sous la bannière de la citoyenneté israélienne.

Désormais, Arabes israéliens et palestiniens pourront se marier où ils le veulent mais ils ne pourront plus arguer de la citoyenneté israélienne de l'un pour accorder cette citoyenneté à son conjoint.

[Mercredi 11/01/2012 23:51]

<http://www.israel7.com/2012/01/la-cour-supreme-stoppe-le-droit-de-retour-rampant/>

---

c) Nouvelle loi et débats houleux à la Knesset sur le sort des migrants.

Hier, mardi 9 janvier, la Knesset a approuvé un nouveau projet de loi concernant les immigrés clandestins en Israël, et a débattu du phénomène de l'immigration en Israël des travailleurs étrangers et des demandeurs d'asile.

Lors d'un débat houleux à la Knesset, la majorité des membres présents ont voté en faveur d'un projet de loi visant à dissuader les immigrations clandestines en Israël. Les organisations pour les droits de l'homme mettent en garde contre l'atteinte que porte cette loi au caractère démocratique de l'Etat d'Israël, et soulignent qu'elle ne convient pas au peuple juif, lequel a tant souffert de lois similaires au cours de son histoire. Selon le projet de loi, qui constitue un amendement à une loi existante de 1954 contre les immigrés clandestins, les personnes qui se sont infiltrées de façon illégale dans le pays seraient passibles d'emprisonnement pour de longues périodes, sans procès légal.

Pour lire un rapport sur le débat et le projet de loi, cliquez [ici](#).

Mercredi, 11 Janvier 2012 11:15

<http://www.haaretz.com/print-edition/news/knesset-passes-bill-that-could-put-asylum-seekers-in-jail-without-trial-1.406351>

---

d) Situation dans les geôles israéliennes

[Cisjordanie : Le régime sioniste a arrêté le président du parlement palestinien.](#)

L'Armée du régime sioniste a arrêté, jeudi, le Président du parlement palestinien, Aziz al-Dwik, membre du Hamas, en Cisjordanie. Il a été arrêté, à un check point, sur le chemin de Ramallah-Qods. Il avait, également, été arrêté, le mois dernier à un poste de contrôle de l'Armée, en compagnie de trois membres du Hamas. "L'objectif de ces arrestations est d'affaiblir les efforts déployés, dans le sens de la réconciliation avec le Fatah et de saboter le travail de la législation, en Cisjordanie", a estimé un membre du Hamas et vice-président du parlement palestinien. Le porte-parole du Hamas a condamné cette arrestation et mis en garde contre ses répercussions, en réclamant la libération immédiate du président du Parlement palestinien.

IRIB

20/01/2012

---

PRISONS - tortures

["Israël" a détenu 3.312 Palestiniens, en 2011](#)

"Les forces de l'occupation ont arrêté 3.312 Palestiniens, dont des enfants, depuis le début de l'année 2011", a déclaré l'ancien détenu et chercheur palestinien, spécialisé dans les affaires des prisonniers, Abdul-Nasser Farawna.

Selon M.Farawna, l'armée a mené une moyenne de 276 arrestations, chaque mois, près de 9, par jour. "L'armée israélienne a arrêté des hommes, des femmes et des enfants, même, des malades et des handicapés mentaux, outre les politiciens et les députés palestiniens", a-t-il souligné.

Le chercheur palestinien a révélé que "la grande majorité des arrestations avaient eu lieu, en Cisjordanie occupée et à Qods, en plus de 38, menées, dans la Bande de Gaza, dont des pêcheurs et même, des patients, au terminal d'Erez".

Dans un rapport, publié, le 19 décembre, l'Association Ad-Dameer (Conscience), pour le soutien aux prisonniers et pour les droits de l'Homme, avait annoncé que, depuis le 18 octobre 2011, lorsque 477 prisonniers palestiniens ont été libérés, en échange du soldat israélien, Gelaad Shalit, lors de la première phase de l'échange, les soldats israéliens avaient enlevé près de 470 Palestiniens, dont 70 enfants. Le rapport indique que, pendant les 15 premiers jours de décembre, l'armée a kidnappé plus de 21 jeunes, dont 11 enfants, dans le camp de réfugiés de Shu'fat, à Qods-Est occupée.

29/12/2011

IRIB

---

John Lyons : Un magazine australien dénonce les tortures israéliennes sur les enfants palestiniens.  
Article paru sous le titre : *Rudd veut agir sur les allégations de torture sur des enfants palestiniens*

DCI a recueilli 385 déclarations sous serment de mineurs palestiniens gardés en détention par Israël et qui affirment avoir subi de graves sévices.

L'Australie va exprimer ses préoccupations auprès d'Israël concernant son système judiciaire militaire pour mineurs, qui est accusé d'emprisonner et de torturer des enfants aussi jeunes que 12 ans.

Suite à un article paru dans *The Weekend Australian Magazine* il y a trois semaines, le ministre des Affaires étrangères d'Australie, Mr Kevin Rudd, a donné pour instructions aux diplomates australiens d'aller visiter les tribunaux militaires pour mineurs (en Israël).

Les diplomates ont été invités notamment à faire connaître à Mr Rudd les conditions qu'ils avaient trouvées à la prison militaire d'Ofer, près de Jérusalem.

Selon une déclaration du cabinet de Mr Rudd, celui-ci a également demandé aux fonctionnaires australiens d'organiser des rencontres avec les autorités israéliennes pour leur notifier leurs préoccupations à propos du système en vertu duquel les mineurs palestiniens sont jugés.

Soixante éminents psychologues, universitaires et pédiatres d'Israël ont écrit à leur Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lui disant que « *la vague d'arrestations et d'enquêtes qui ne tiennent aucun compte de la loi ne sert pas à maintenir l'ordre public et la sécurité* ».

*The Weekend Australian Magazine* donne des exemples de ces allégations :

Un garçon gardé à l'isolement pendant 65 jours ;

D'autres garçons à l'isolement sous une lumière 24 h sur 24 ;

Un garçon de 7 ans, de Jérusalem, emmené pour interrogatoire où il dit avoir été frappé pendant qu'on l'interrogeait ;

Trois enfants ont subi des décharges d'électricité à l'aide d'appareils portatifs pour les obliger à faire des aveux ;

De la nourriture pour chiens a été mise sur la tête et près des parties génitales d'un garçon qui avait les yeux bandés et on a fait venir un chien pour qu'il la mange, sous les rires de son interrogateur.

### **Position en banane**

Le magazine signale aussi que, depuis janvier 2007, DCI ([Défense de l'enfance/Internationale](#)) a recueilli et traduit en anglais 385 déclarations sous serment de mineurs palestiniens gardés en détention par Israël et qui affirment avoir subi de graves sévices :

chocs par l'électricité ;

coups ;

menaces de viol ;

mise à nu ;

isolement,

menaces d'annuler les permis de travail de leurs familles, et

le « supplice de la position », qui consiste à placer un enfant sur une chaise, à lui enchaîner les pieds et lui attacher les mains dans le dos, et à le laisser comme cela quelquefois pendant des heures.

Un garçon de 10 ans témoigne : « *Un soldat a pointé son fusil sur moi. Le canon du fusil était à quelques centimètres de ma figure. J'étais terrifié au point que je me suis mis à trembler. Il s'est moqué de moi et m'a dit :*

□ *Tu trembles ? Dis-moi où est le pistolet avant que je ne te tue* ».

Un garçon de 15 ans témoigne d'avoir été attaché à un tuyau métallique et frappé par un soldat, et qu'un interrogateur a mis un appareil contre son corps et lui a envoyé une décharge d'électricité en disant :

□ *Si tu n'avoues pas, je continue à te secouer.*

Le garçon affirme que l'interrogateur lui donné un autre choc électrique, au point qu'il ne sentait plus ses bras et ses jambes, qu'il avait mal dans la tête, et qu'il a avoué.

Gerard Horton, avocat australien qui traite de nombreux dossiers dans sa fonction à DCI, dit que l'un des interrogateurs israéliens, à l'œuvre dans la colonie Gush Etzion, est « *spécialisé dans les menaces de viol des enfants* » pour l'obtention d'aveux.

### **"Supplice de la position"**

Une femme est engagée dans le programme de l'YMCA (*Young Men's Christian Association* - Association chrétienne des jeunes gens) pour la réhabilitation des enfants qui ont été soumis à la détention israélienne, Fadia Saleh, a révélé au magazine *The Australian* dans le cadre de son enquête : «

*La semaine dernière, un garçon m'a décrit comment des chiens se trouvaient dans la jeep de l'armée. Dans ces jeeps, vous avez des sièges de chaque côté et un espace vide au milieu ; les enfants placés là, sur le plancher. Parfois, les soldats marchent sur eux.*

*« A chaque fois que l'enfant bougeait, l'un des chiens le mordait. Quand il est arrivé au centre d'interrogatoires, il avait l'un de ses bras en sang. Le déplacement avait été court, mais lui avait l'impression qu'il avait duré un an ».*

*The Weekend Australian Magazine* rapporte que, si des missions diplomatiques et parlementaires de nombreux pays ont visité les tribunaux pour enfants, les diplomates australiens n'ont paru manifester aucun intérêt évident pour le tribunal.

Pour Maître Horton de DCI, l'Australie est restée « *étonnamment silencieuse* » face aux violations alléguées des droits humains des enfants palestiniens.

Il a déclaré au magazine : « *Il est décevant que, parmi toutes les missions diplomatiques dans la région, l'Australie a brillé par son silence sur la question des tribunaux militaires* ».

L'ambassadrice d'Australie en Israël, Andrea Faulkner, a évoqué les traitements sur les enfants, il y a plus d'un an.

Bien qu'au courant de la question, ni Mme Faulkner ni aucun autre représentant australien n'ont visité les tribunaux.

*The Weekend Australian Magazine* a eu un accès, rare pour un journal, au tribunal - il a été autorisé à le visiter à trois occasions différentes au cours de l'année dernière, avec les FDI (Forces de défense israéliennes), dans le cadre de cette enquête.

Cette semaine, un fonctionnaire australien a entamé des réunions sur le sujet en préparation de la visite d'un tribunal pour mineurs par des diplomates australiens.

La plupart des enfants traduits devant les tribunaux militaires sont accusés d'avoir jeté des pierres et condamnés à des peines de prison allant de deux semaines à 10 mois.

D'après les FDI, il y a eu au moins 2766 incidents de jets de pierres contre elles ou sur des voitures qui circulaient, cette année.

La police israélienne a parlé d'un accident en septembre dans lequel un homme et son enfant ont été tués par ce qui pourrait avoir été provoqué par une pierre lancée sur leur voiture.

Les autorités en Israël ne veulent pas discuter des cas individuels d'enfants, mais selon le porte-parole des Affaires étrangères, Yigal Palmor, « *beaucoup de choses* » doivent être améliorées et Israël travaille avec des organisations des droits de l'homme mais les « *réformes et améliorations sont lentes* ».

### **A l'isolement sous la lumière - privation de sommeil.**

Le traitement des enfants palestiniens en Cisjordanie sous l'occupation militaire israélienne contraste avec celui des enfants en Israël :

en Israël, un enfant ne peut être envoyé en prison avant l'âge de 14 ans, alors que les enfants palestiniens y vont à partir de 12 ans ;

en Israël, un enfant ne peut être soumis à interrogatoire sans la présence d'un parent ;

en Israël, un enfant ne peut être interrogé la nuit, alors que la plupart des enfants palestiniens sont enlevés dans leurs maisons et mis en détention entre minuit et 5 h du matin ;

en Israël, la durée maximum de détention sans accès à un avocat est de 48 h, alors qu'en Cisjordanie, elle est de... 90 jours.

Ces derniers temps, les tribunaux militaires ont été visités par des délégations de diplomates ou parlementaires du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Union européenne, des Pays-Bas, de France, d'Espagne, de Belgique, d'Allemagne, d'Irlande, de Norvège, de Chypre et des Nations-Unies.

Maître Horton affirme que dans la plupart des cas, DCI exige des déclarations sous serment avant de prendre le dossier en charge.

Il a indiqué au magazine quel était le traitement courant pour beaucoup des enfants : « *Une fois attaché et les yeux bandés, l'enfant est conduit à un véhicule militaire qui attend, et dans un tiers des cas, il sera jeté sur le plancher métallique pendant son transfert dans un centre d'interrogatoires.*

« *Parfois, les enfants sont maintenus le visage plaqué sur le plancher par des soldats qui mettent leurs bottes sur sa nuque, et les enfants sont menottés, parfois avec des menottes en plastique qui leur coupent les poignets. Beaucoup d'enfants arrivent aux centres d'interrogatoires contusionnés et meurtris, manquant de sommeils et apeurés.* »

Maître Horton affirme que tout l'intérêt (pour Israël) d'un tel traitement est d'amener les enfants à faire des aveux, aussi vite que possible.

Dans un cas, bien que l'enfant eût insisté en disant que l'aveu qu'il avait signé était faux, qu'il l'avait signé seulement sous la pression, malgré cela, cet aveu a été utilisé pour le condamner.

Une porte-parole de Mr Rudd fait savoir que, lors de la dernière comparution d'Israël devant le [Groupe de travail sur l'Examen périodique universel](#), l'Australie avait interrogé Israël sur les sévices rapportés par des détenus.

Elle indique que le gouvernement (australien) est contre la détention des mineurs.

*« L'opinion du gouvernement australien depuis longtemps est que tout enfant, indépendamment de son ethnie, de sa religion, de son sexe et de quelque différence que ce soit, doit bénéficier des mêmes protections légales et des droits humains »* dit-elle.

**Texte de l'article en version anglaise :**

Rudd seeks action on torture allegations involving Palestinian children

by John Lyons - The Australian

17 December 2011

lundi 19 décembre 2011 - 06h:41

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=11566](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11566)

---

Révélations sur les tortures pratiquées par l'Unité 504 de l'armée israélienne : perversion et cruauté

lundi 26 décembre 2011

The Palestine Chronicle

Un colonel de réserve de l'armée israélienne a livré des informations choquantes sur les méthodes de torture utilisées contre des prisonniers arabes et iraniens en Israël dans le tristement célèbre centre d'interrogatoire : l'Unité 504.

L'Unité 504 est l'unité de renseignement de l'armée israélienne chargée d'interroger les prisonniers, en particulier ceux dont la nationalité est arabe ou iranienne.

Le colonel, connu sous le nom de Het, a mis la lumière sur les traitements cruels et inhumains appliqués à des réfugiés irakiens par un inspecteur israélien identifié comme le capitaine George.

Il a également divulgué des détails sur la façon dont le capitaine George torturait ses victimes, dont faisait partie Mustafa Dirani, un ancien membre du mouvement chiïte libanais Amal fondé en 1974.

Het a déclaré qu'il avait assisté à une séance d'interrogatoire au cours de laquelle le capitaine George avait violé un prisonnier à l'aide d'une matraque. Le capitaine, qui n'a jamais été inquiété, sert maintenant comme conseiller des affaires arabes à la direction de la police du district de Jérusalem.

Dirani, qui a été enlevé par les forces israéliennes en 1994, a témoigné qu'il avait été sodomisé et torturé pendant son interrogatoire à l'Unité 504.

Selon les médias, la chaîne israélienne Canal 2 a diffusé ensuite une séquence montrant un interrogateur nu déshabillant Dirani tout en le battant et le violant avec un bâton.

En 1999, Het a contacté Zvi Rish, un avocat israélien qui avait représenté Dirani et certains réfugiés irakiens maltraités, et il a fait savoir qu'il était gravement malade et qu'il souhaitait dénoncer les méthodes d'interrogatoire de son unité afin de « libérer sa conscience ».

A la fin du mois de décembre 2010, un groupe de défense des droits de l'Homme - le Comité public contre la torture en Israël - a révélé que les détenus palestiniens se voyaient systématiquement refuser le droit de rencontrer un avocat durant les interrogatoires.

Rester enchaîné à des chaises pendant de longues périodes, la privation de sommeil, l'intimidation, la torture et des conditions de détention épouvantables sont quelques-unes des méthodes utilisées, a dénoncé le groupe dans son rapport.

Israël prétend que son armée est « l'une des armées les plus morales » dans le monde et qu'elle traite les prisonniers et les détenus avec décence.

Mais ces dernières années des séquences vidéo ont été divulguées montrant comment les soldats israéliens humilient et maltraitent leurs détenus palestiniens, menottés et les yeux bandés.

23 décembre 2011 - The Palestine Chronicle - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://palestinechronicle.com/news....>

Traduction : Info-Palestine.net

---

---

### 3 Usa (le Parrain...)

#### 1 Les grandes manœuvres

Israël doit agir pour rompre son isolement selon le Pentagone.

Le chef du Pentagone Leon Panetta (à gauche) croit qu'Israël doit améliorer ses relations avec l'Égypte et la Turquie.

Israël doit agir pour sortir de son «isolement» dans la région, a estimé vendredi le chef du Pentagone Leon Panetta, évoquant implicitement les relations tendues depuis plusieurs mois entre Israël, l'Égypte et la Turquie.

«Malheureusement, au cours de l'année écoulée, nous avons vu croître l'isolement d'Israël par rapport à ses partenaires de la région, et la recherche de la paix au Moyen-Orient a été mise entre parenthèses», a déclaré le secrétaire à la Défense américain lors d'un discours.

Mais M. Panetta a souligné qu'Israël n'était pas le seul à blâmer pour sa position difficile et a même évoqué une «campagne internationale» destinée à isoler le pays.

S'il a dit comprendre les inquiétudes d'Israël face aux bouleversements au Moyen-Orient, le chef du Pentagone a souligné que le Printemps arabe offrait à Israël une chance de se construire une position plus sûre dans la région.

Leon Panetta a aussi jugé crucial qu'Israël «rétablisse de bonnes relations» avec des pays comme l'Égypte, la Turquie et la Jordanie qui ont, selon lui, intérêt à la stabilité régionale.

Israël doit «faire des efforts pour arriver à faire la paix avec les Palestiniens», a également jugé M. Panetta, qui s'exprimait lors d'un événement organisé par la Brookings Institution, un centre de réflexion de Washington.

Interrogé après son discours sur ce qu'Israël devait concrètement faire pour favoriser la recherche d'une solution pacifique avec les Palestiniens, M. Panetta a répondu dans le langage fleuri qui lui est habituel: «Amenez-les à cette fichue table, c'est tout! Le problème, à l'heure actuelle, est qu'on ne peut pas les amener à cette fichue table» de négociations.

Au cours de son discours, le chef du Pentagone a par ailleurs souligné que les États-Unis restaient attachés à la sécurité d'Israël et a juré d'empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire, indiquant que le président américain Barack Obama n'avait pas écarté l'option d'une intervention militaire le cas échéant. Il a toutefois plaidé en faveur de la stratégie de l'administration Obama, qui fait la part belle à la diplomatie et aux sanctions pour convaincre l'Iran de renoncer à ses ambitions nucléaires, soulignant qu'une éventuelle action militaire ne pouvait être envisagée qu'en «dernier ressort».

Il a redit qu'il pensait que des frappes aériennes contre l'Iran ne retarderaient son programme nucléaire que d'un an ou deux et pourraient avoir des conséquences «indésirables» dans la région.

M. Panetta s'est également engagé à ce que Washington continue à assurer à Israël un soutien militaire important en fournissant à l'État hébreu des systèmes sophistiqués de défense antimissile et de nouveaux avions de chasse F-35.

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201112/02/01-4474151-israel-doit-agir-pour-rompre-son-isolement-selon-le-pentagone.php>

---

### 2 Politique colonialiste israélienne(...vue des USA)

Voltairenet : Racisme, guerre secrète, assassinat et torture au programme de la politique étrangère des candidats républicains US.

A l'approche de l'ouverture des primaires, les sept candidats en lice pour l'investiture républicaine se livrent à une surenchère néoconservatrice en matière de politique internationale. État des lieux.

Mitt Romney, numéro deux selon les sondages et considéré comme l'un des plus modérés des candidats, a appelé à « passer aux actions secrètes à l'intérieur de la Syrie pour obtenir un changement de régime ».

Rick Santorum, ancien sénateur de Pensylvanie, a estimé que la récente explosion d'un dépôt de missiles iranien était l'œuvre de Washington et averti qu'il poursuivrait dans cette voie s'il s'installe à la Maison-Blanche, avant de plaider pour des assassinats ciblés : « Tout savant étranger travaillant en Iran pour le programme nucléaire sera considéré comme un combattant ennemi et sera promis, (...) tout comme Oussama ben Laden, à l'élimination. Des savants ont été retrouvés morts en Russie et en Iran. Il y a eu



des virus informatiques. Il y a des problèmes dans ces installations. J'espère que les États-Unis sont impliqués », a-t-il dit.

L'égérie du Tea Party, Michele Bachman, a quant à elle jugé que la pratique de la simulation de noyade devait être reprise. Le président Obama avait mis fin à cette forme de torture à son arrivée au pouvoir début 2009.

Le gouverneur du Texas Rick Perry a déclaré devant la Republican Jewish Coalition que « toutes nos lois émanaient de la Torah » et a estimé que les États-Unis devraient aider Israël à attaquer l'Iran.

La palme de la rhétorique néoconservatrice revient sans conteste à l'actuel favori des sondages, Newt Gingrich. Ce dernier a confirmé ses positions après ses commentaires controversés sur les Palestiniens, qualifiant ce peuple « inventé » de « terroriste » lors d'un débat à Des Moines.

Il a promis de financer « tous les groupes dissidents en Iran » et de saboter la plus grande raffinerie du pays.

Il a aussi reproché au département d'État actuel de « procéder au désarmement moral de la tradition judéo-chrétienne » tout en promettant la nomination du néo-conservateur John Bolton à sa tête à la place de Hilary Clinton.

L'ancien président de la Chambre des représentants déclare que s'il devenait président des États-Unis, il envisagerait d'être très proche, « de plusieurs façons », de Benjamin Nétanyahou, l'actuel Premier ministre israélien. « Bibi est un dur à cuire. Il place la sécurité d'Israël en premier », dit-il.

Enfin M. Gingrich veut demander au Congrès de redonner leur « liberté » aux services de renseignement étasuniens, suggérant ainsi de revenir sur l'interdiction actuelle d'assassiner les dirigeants en exercice des États qui s'opposent à la politique impériale.

Au-delà de l'habituelle rhétorique sioniste et anti-iranienne qui vise à s'attirer les faveurs du puissant lobby pro-israélien, ce qui ressort de ces déclarations c'est que désormais les candidats à la Maison-Blanche assument ouvertement la dimension criminelle de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique.

<http://www.voltairenet.org/Racisme-guerre-secrete-assassinat>

---

Pour 33% des étudiants Israël est un pays d'apartheid...

**Un sondage effectué au sein des universités américaines a montré qu'un tiers des étudiants américains** considèrent Israël comme un fardeau pour leur pays.

Cette information a suscité l'inquiétude des milieux juifs, qui connaissent une recrudescence des incidents anti-juifs à New York et New Jersey.

Selon le quotidien israélien Haaretz, la recrudescence des incidents a provoqué les tensions parmi des plus grandes communautés juives des États-Unis. Au quartier des juifs « Haridims », on a retrouvé l'expression « Hitler est grand » inscrite sur l'un des murs.

Des milieux juifs ont qualifié de la « plus dangereuse et violente » attaque le jet d'un cocktail Molotov sur une synagogue juive à New Jersey.

L'incident de New Jersey est le quatrième en son genre commis le mois dernier dans la même région. La première attaque contre les synagogues remonte au 10 décembre dernier.

D'autres expressions comme « les juifs sont responsables des incidents du 11 septembre » ont été inscrites sur les murs des quartiers juifs, alors qu'une autre attaque a visé la maison d'un rabbin.

Le président de la ligue anti-diffamation Abraham Foxman a appelé à « la retenue face à la recrudescence de la vague des attaques racistes dans cette région », ajoutant que les motivations antisémites derrière les dernières attaques de New Jersey sont claires et tranchantes.

De retour au sondage effectué parmi les universités américaines, le quotidien Maariv a indiqué que 33% des étudiants considèrent Israël comme un fardeau sur les États-Unis alors qu'un quart d'eux (25%) qualifient Israël de pays d'apartheid contre 22% qui estiment le contraire.

Par ailleurs, 27% des étudiants ne trouvent pas Israël en tant qu'allié et 43% disent qu'il influence exagérément la politique étrangère américaine.

Sur un autre plan, 50% des personnes interrogées estiment que les réfugiés palestiniens ont le droit de choisir le lieu de leur retour, alors que 35% disent qu'Israël est prêt à une évacuation « partielle » des colonies.

Concernant les droits des arabes dans l'entité sioniste, 32% croient qu'Israël ne fait pas le nécessaire pour assurer à « ses citoyens » arabes des droits égaux, 11% disent qu'il transgressent ces droits alors

que 10% seulement prétendent que les droits des Arabes sont préservés.

Ce sondage effectué par «AICE The Israël Project » conclut qu'il est vrai que le soutien à Israël reste grand dans plusieurs mesures, mais il semble que l'opposition ait grandi plus que jamais. Toutefois, le soutien aux Palestiniens reste limité.

Source: Assafir

---

---

#### 4 Organisations Mondiales & régionales

##### Quartette

##### Israël et les Etats-Unis tentent de contourner la proposition du Quartette.

Israël et les Etats-Unis tentent de contourner une proposition internationale visant à relancer le processus de paix au Moyen-Orient, a indiqué dimanche Saeb Erekat, le principal négociateur palestinien.

"Il s'agit d'une tentative par Israël et, malheureusement, par les Etats-Unis, de contourner l'appel du Quartette", qui demande qu'Israël et les Palestiniens puissent entamer un dialogue de proximité sur les questions liées aux frontières et à la sécurité, a déclaré M. Erekat.

Il a indiqué qu'Israël et les Etats-Unis voulaient que ces deux questions soient abordées dans le cadre de véritables négociations, alors que les Palestiniens refusent d'envisager des pourparlers avec Israël tant que se poursuivra la construction de colonies juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

En septembre, le Quartette, composé des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations Unies, a suggéré un dialogue de proximité, qui se tiendrait sur plusieurs mois et constituerait une sorte de préliminaire à la reprise des négociations directes, bloquées depuis plus d'un an.

Les Palestiniens ont déjà soumis aux représentants du Quartette leur proposition concernant les frontières d'un futur Etat palestinien et les questions de sécurité qui en découlent. Israël, de son côté, n'a rien fait dans ce sens.

Pour que de véritables négociations directes reprennent, Israël doit mettre fin aux activités de colonisation, et accepter l'idée de deux Etats basés sur les frontières de 1967, a déclaré M. Erekat.

05/12/2011

[http://french.news.cn/monde/2011-12/05/c\\_131287794.htm](http://french.news.cn/monde/2011-12/05/c_131287794.htm)

---

---

##### Ue

L'UE appelle à enrayer la colonisation en Cisjordanie

##### **Un rapport interne s'inquiète de l'extension des colonies qui rend «plus improbable que jamais» l'établissement d'un État palestinien viable dans les frontières d'avant 1967.**

Entre Intifada, négociations avortées et conditions préalables, le processus de paix israélo-palestinien est depuis plusieurs années un dialogue de sourds complètement bloqué. Mais la colonisation israélienne en Cisjordanie s'est pendant ce temps poursuivie inexorablement. Un récent rapport interne de l'Union européenne, dont *Le Figaro* et plusieurs médias ont pris connaissance, tire le signal d'alarme et appelle à des mesures pour enrayer ce processus. «Si on n'arrête pas et n'inverse pas cette évolution, l'établissement d'un État palestinien viable dans les frontières d'avant 1967 semble plus improbable que jamais», souligne le rapport.

Souvent frustrés de l'attitude de leurs gouvernements, qui préfèrent éviter de se heurter de front aux autorités israéliennes et se contentent d'appeler à la paix et au dialogue, les représentants de l'UE à Jérusalem ont régulièrement recours à des «fuites» à destination des médias pour rendre publiques leurs conclusions. En 2005 et en 2008, deux rapports avaient été consacrés à l'absorption des quartiers palestiniens de Jérusalem-Est dans le vaste ensemble du Grand Jérusalem, considéré par la loi israélienne comme la «capitale éternelle et indivisible» de l'État. Le nouveau rapport est consacré à la colonisation de la Cisjordanie, un territoire divisé depuis les accords d'Oslo de 1995 en trois zones.

##### **310.000 colons israéliens en 2010**

La zone A, placée sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, est la plus peuplée et la moins étendue, avec 18 % de la superficie totale et 55 % de la population. Elle comprend les grandes villes palestiniennes, Djenin, Naplouse, Ramallah, Bethléem, Jéricho et Hébron. La zone B, sous contrôle

mixte israélien et palestinien, comprend 41 % de la population et représente 20 % du territoire. La zone C est sous contrôle israélien exclusif et essentiellement peuplée par les colons israéliens. De 1200 en 1972, leur nombre passe à 110.000 en 1993, juste avant la signature des accords d'Oslo, puis à 310.000 en 2010, sans compter Jérusalem-Est.

Avec 5,8 % de la population, la zone C représente 62 % de la Cisjordanie. Elle englobe la plupart des colonies et leurs routes d'accès, mais aussi des zones militaires et des réserves naturelles. La vallée du Jourdain, et l'essentiel du désert de Judée en font partie. Routes et colonies se développent à grand renfort d'investissements publics.

Le [moratoire de 2010](#) et quelques ralentissements mis à part, le processus de colonisation s'est poursuivi sous tous les gouvernements israéliens successifs, de droite comme de gauche. Les zones de peuplement palestinien sont aujourd'hui isolées dans des enclaves dépourvues de continuité territoriale. Le constat des diplomates européens ne surprendra pas quiconque s'est rendu récemment sur les routes de Cisjordanie. Leur conclusion est en revanche d'une lucidité inhabituelle pour un rapport officiel: la solution à deux États, pourtant soutenue par la quasi-totalité de la communauté internationale, est aujourd'hui presque impossible.

<http://www.lefigaro.fr/international/2012/01/13/01003-20120113ARTFIG00665-l-ue-appelle-a-enrayer-la-colonisation-en-cisjordanie.php>

---

Des diplomates de l'UE accusent

"Israël sape les chances d'un Etat palestinien"

«Si la tendance actuelle n'est pas stoppée et renversée, l'établissement d'un Etat palestinien viable dans les frontières de 1967 paraît plus éloigné que jamais», estiment les diplomates européens.

La colonisation et les restrictions imposées aux Palestiniens en Cisjordanie occupée sapent rapidement la viabilité d'un futur Etat palestinien, affirme un rapport interne de diplomates de l'UE obtenu par l'AFP, vivement critiqué par Israël. «L'ouverture en faveur d'une solution à deux Etats (israélien et palestinien) est en train de se refermer rapidement avec la poursuite de l'expansion des colonies israéliennes et les restrictions de mouvement imposées aux Palestiniens en zone C», selon ce rapport des chefs de mission des pays de l'Union européenne (UE) à Jérusalem et à Ramallah (Cisjordanie). «Si la tendance actuelle n'est pas stoppée et renversée, l'établissement d'un Etat palestinien viable dans les frontières de 1967 paraît plus éloigné que jamais», estiment les diplomates européens. Aux termes de l'accord intérimaire dit d'Oslo II de septembre 1995 entre l'OLP et Israël, la Cisjordanie est partagée en zone A, sous contrôle civil et sécuritaire palestinien, zone B (sous contrôle civil palestinien et sécuritaire israélien) et C (sous contrôle civil et sécuritaire israélien). Fait notable, ce rapport interne de l'UE, daté de juillet 2011 et envoyé à Bruxelles, se penche spécifiquement sur la zone C, peu peuplée mais qui couvre 62% de la Cisjordanie - en évoquant notamment la vallée du Jourdain où vivent des communautés bédouines. Israël veut garder le contrôle militaire de cette vallée frontalière de la Jordanie. «La zone C comprend des ressources naturelles et des terres cruciales pour la future croissance démographique et économique d'un Etat palestinien viable», note-t-il. Le rapport confidentiel exhorte les Etats membres, «en coordination avec d'autres acteurs internationaux», à «exprimer systématiquement leurs objections» aux mesures d'expulsion prises à l'encontre des Palestiniens dans les régions sous contrôle israélien. Intitulé «Zone C et édification de l'Etat palestinien», le document de 16 pages «encourage Israël à changer sa politique et son système de planification en zone C» et à y «promouvoir le développement économique». Un responsable gouvernemental israélien, interrogé par l'AFP, a fustigé «la méthodologie malhonnête» de l'UE en lui reprochant de «préparer des rapports secrets sans nous demander des informations ou une réaction et en se fondant seulement sur des données venant des Palestiniens». Ce responsable, parlant sous couvert de l'anonymat, a accusé les consuls européens basés à Jérusalem de «se mettre au service de la lutte politique et de la propagande palestiniennes». La porte-parole de la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, Maja Kocijancic, a qualifié le document de «rapport interne et factuel de la situation sur le terrain» qui a pour objet de «servir de source d'information à l'Union européenne et au processus d'élaboration de sa politique». «En tant que tel, il doit aider l'UE à déterminer la meilleure façon de parvenir à l'objectif d'une solution à deux Etats dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient», a-t-elle précisé à l'AFP à Bruxelles. Le ton monte entre Israël et l'UE, le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ayant accusé l'Allemagne, la France, le Portugal et le

Royaume-Uni de se rendre «insignifiants» après que ces pays eurent condamné à l'ONU la décision israélienne d'accélérer la construction dans les colonies.

L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

---

5 Monde

1 Belgique

'Bienvenue en Palestine': deux Belges portent plainte contre «Israël».

Deux participants belges à la mission « Bienvenue en Palestine » ont déposé plainte contre l'entité sioniste pour crimes de guerre auprès du parquet fédéral belge . La plainte vise notamment le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, les ministres israéliens de l'Intérieur et de la Guerre, Eli Yishai et Ehud Barak ainsi que l'ancien chef d'Etat-major israélien Gabi Ashkenazi.

Les plaignants, Hajar Moumni et Mohamed Najar, ainsi que d'autres participants à la mission qui devaient se rendre du 8 au 16 juillet 2011 en Cisjordanie occupée, déclarent avoir été humiliés, menacés, frappés et détenus par les forces de l'occupation israélienne. Les participants, qui entendaient dénoncer le blocus de la Cisjordanie par l'armée d'occupation israélienne disent avoir subi des fouilles corporelles, vu leurs affaires saisies, avoir été mis à l'isolement puis subi de longs interrogatoires musclés.

« L'un des deux plaignants a été tabassé par huit membres des forces de l'ordre », explique son avocat Me Sébastien Courtoy. « Les lésions et les hématomes ont été constatés par un médecin qui a rédigé des certificats médicaux », a affirmé l'avocat.

« Après avoir subi ces traitements inhumains durant plusieurs heures, les victimes furent conduites dans les geôles israéliennes dans lesquelles elles furent séquestrées plusieurs jours durant, dans des conditions inhumaines", peut-on lire également dans la plainte.

Me Courtoy rappelle que les juridictions belges sont compétentes pour poursuivre en Belgique les personnes étrangères ayant commis hors de Belgique des crimes de guerre, à condition que les victimes soient de nationalité belge.

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/164621-bienvenue-en-palestine-deux-belges-portent-plainte-contre-isra%C3%AB>

---

2 Irlande : protestations contre la visite d'une délégation de la Knesset.

Les activistes anti-sionistes et partisans de la Palestine en Irlande ont fait part de l'organisation de manifestations contre la visite du Président de la Knesset, Rivline, dans ce pays. Les manifestants ont exigé, dimanche, des autorités gouvernementales d'empêcher cette visite. Selon les organisateurs de ces manifestations, l'objectif de ces manifestations est de protester contre les crimes du régime sioniste, le massacre du peuple palestinien, la poursuite du blocus de Gaza, ainsi que l'attaque menée par ce régime contre la "Flottille de la liberté de Gaza". Au cours de cette visite qui aura lieu le 17 janvier 2012, le Président de la Knesset, Rivline, s'entretiendra avec le président irlandais et certains parlementaires de ce pays. Un membre de la Knesset accompagnera Rivline dans cette visite.

<http://french.irib.ir/info/international/item/164065-irlande-protestations-contre-la-visite-d%E2%80%99une-d%C3%A9l%C3%A9gation-de-la-knesset>

---

3 France

**CAPJPO** : Des parlementaires français dénoncent (enfin) l'apartheid israélien.

Les officines sionistes françaises ne savaient plus à quel saint se vouer, lundi, à la suite de la publication, par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, d'un rapport dénonçant enfin, et de manière parfaitement explicite, le régime d'apartheid imposé par Israël au peuple palestinien.

Le rapport, « La géopolitique de l'eau », est disponible sur le lien suivant : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i4070.asp>

La mission parlementaire d'information, qui a remis son rapport le mois dernier, était composée de 11 députés de tous partis : Lionnel Luca (UMP, Alpes-Maritimes, Président de la mission) ; Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées, rapporteur) ; Nicole Ameline (UMP, Calvados) ; Jacques Bascou (PS, Aude) ;

Claude Birraux (UMP, Haute-Savoie) ; Alain Bocquet (PC, Nord) ; Gilles Cocquempot (PS, Pas-de-Calais) ; Jean-Claude Guibal (UMP, Alpes-Maritimes) ; Jean-Pierre Kucheida (PS, Pas-de-Calais) ; Renaud Muselier (UMP, Bouches-du-Rhône), et Jean-Marc Nesme (UMP, Saône-et-Loire).

La lecture du document, d'un peu plus de cent pages, est réellement instructive, tant la question de l'eau et des ressources en eau pour l'humanité est un enjeu fondamental pour l'avenir de la société.

Un chapitre consacré au Tibet rappelle, par exemple, que cette région, au-delà de ce qu'en retient généralement le public avec les apparitions régulières du dalaï-lama à la télévision, est tout simplement le siège des ressources en eau de 3 milliards d'êtres humains, Chinois et Indiens confondus.

Le chapitre consacré, sur une vingtaine de pages, au Proche-Orient, remet lui aussi les pendules à l'heure, en démontrant par A + B que depuis les origines, l'Etat d'Israël n'a eu de cesse de s'emparer des ressources en eau de la région et d'en priver les populations non juives.

Tandis que les habitants de la bande de Gaza sont aujourd'hui ceux du monde qui ont le moins d'eau propre disponible par habitant, leurs frères et sœurs de Cisjordanie en ont pour leur part 10 fois moins que les colons juifs qui volent leurs terres.

Comment nommer un tel crime, une telle situation ? « APARTHEID ! », répondent les auteurs du rapport, dont voici les conclusions, concernant Israël.

« Encadré n°3 :

L'eau, révélatrice d'un nouvel apartheid au Moyen Orient Mise en place en 1948 par le premier ministre F. Malan, l'apartheid a vu le développement différencié des groupes ethniques en Afrique du Sud pendant un demi siècle.

Cette politique consistait à la fois en une ségrégation raciale et spatiale (cloisonnement des populations noires et "coloured" dans des espaces confinés appelés bantoustans) mais aussi en une ségrégation citoyenne, les libertés d'une partie de la population (restriction du droit d'aller et venir, du droit de se rassembler dans les lieux publics, violences policières) étant bafouées. L'odieux régime de l'apartheid a pris fin en Afrique du Sud au début des années 90, avec la libération de Nelson Mandela et des prisonniers politiques, le compromis courageux entre M. de Klerk et Mandela et les premières élections libres de 1994 confiant massivement le pouvoir à l'ANC African National Congress, le parti de Mandela.

Bien sûr, comparaison n'est pas forcément raison : la Palestine n'est pas l'Afrique du Sud, et les années 2010 ne sont pas celles d'avant 1990. Pourtant, il est des mots et des symboles qui par leur force peuvent avoir une vertu pédagogique.

Or, tout démontre, même si bien peu nombreux sont ceux qui osent employer le mot, que le Moyen-Orient est le théâtre d'un nouvel apartheid. La ségrégation y est raciale mais comme on n'ose pas le dire, on dira pudiquement « religieuse ». Pourtant, la revendication d'un état « Juif » ne serait-elle que religieuse ?

La ségrégation est spatiale également : le mur élevé pour séparer les deux communautés en est le meilleur symbole. La division de la Cisjordanie en trois zones, A, B et C en est une autre illustration : L'armée israélienne a transféré à l'Autorité palestinienne la responsabilité des affaires civiles, c'est-à-dire la fourniture de services à la population, dans les zones A et B. Ces deux zones, qui contiennent près de 95 % de la population palestinienne de Cisjordanie, ne représentent que 40 % du territoire. La zone C reste entièrement placée sous l'autorité de l'armée israélienne. Cette zone représente 60 % du territoire de la Cisjordanie, avec toutes les réserves foncières et l'accès aux ressources aquifères, ainsi que toutes les routes principales.

La ségrégation est aussi hautaine et méprisante (« ces gens-là ne sont pas responsables »...répètent à l'envie certains responsables israéliens), vexatrice et humiliante (les passages aux check point sont restreints ou relâchés sans prévenir) voire violente (la répression des manifestations fait régulièrement des morts...).

C'est donc bien d'un « nouvel apartheid » qu'il s'agit.

Et dans cette situation, l'eau est ainsi un élément particulier du conflit entre Palestiniens et Israéliens, au point qu'elle constitue le « 5ème volet » des accords d'Oslo. La Déclaration d'Oslo du 13 septembre 1993 reconnaît les droits des Palestiniens sur l'eau en Cisjordanie. L'accord intérimaire de Taba du 28 septembre 1995 prévoit un partage des eaux jusqu'à la signature d'un accord permanent. Mais ce partage est incomplet : il ne porte que sur les aquifères ; le Jourdain en est exclu, les Palestiniens n'y ayant plus accès. Ensuite il gèle les utilisations antérieures et ne répartit que la quantité d'eau encore

disponible, c'est dire 78 mètres cubes de l'aquifère oriental. Il est donc très défavorable aux Palestiniens qui n'exploitent que 18 % des aquifères ; soit 10 % de l'eau disponible sur le territoire. C'est pourquoi sans règlement politique global, on voit mal comment ce qui est devenu un véritable "conflit de l'eau" pourrait trouver une solution. Quelles sont donc les caractéristiques de ce « conflit de l'eau » ? Du point de vue « hydrique », il concerne avant tout le fleuve Jourdain, où sont réunis tous les éléments prompts à déclencher une « crise de l'eau » : depuis le début du conflit, guerre après guerre, les « extensions territoriales » d'Israël, qu'on le veuille ou non, s'apparentent à des « conquêtes de l'eau », que ce soit des fleuves ou bien des aquifères.

Or, l'eau est devenue au Moyen-Orient bien plus qu'une ressource : c'est une arme.

Pour comprendre la nature de cette « arme » au service de ce « nouvel apartheid », il faut savoir, par exemple, que les 450 000 colons israéliens en Cisjordanie utilisent plus d'eau que 2,3 millions de Palestiniens. Sachons aussi entre autres multiples exemples que :

- ☐ la priorité est donnée aux colons en cas de sécheresse en infraction au droit international ;
  - ☐ le mur construit permet le contrôle de l'accès aux eaux souterraines et empêche les prélèvements palestiniens dans la « zone tampon » pour faciliter l'écoulement vers l'ouest ;
  - ☐ les « puits » forés spontanément par les Palestiniens en Cisjordanie sont systématiquement détruits par l'armée israélienne ;
  - ☐ à Gaza les réserves d'eau ont été prises pour cible en 2008-2009 par les bombardements.
- ☐ Et comme les zones A et B ne sont pas d'un seul tenant, mais fragmentées en enclaves entourées par des colonies israéliennes et par des routes réservées aux colons, ainsi que par la zone C, cette configuration entrave le développement d'infrastructures performantes pour l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées. La plupart des Palestiniens résident dans les zones A et B, mais les infrastructures dont ils dépendent se trouvent dans la zone C ou la traversent. Les déplacements des Palestiniens dans la zone C sont limités ou interdits ; l'armée israélienne autorise rarement les travaux de construction ou d'aménagement.

On peut citer plusieurs exemples de stations d'épuration programmées par le ministère palestinien de l'Eau et qui sont « bloquées » par l'administration israélienne.

Les Israéliens reprochent aux Palestiniens l'existence de puits non contrôlés responsables de pompages excessifs et d'une salinisation des aquifères. Ils citent l'exemple de Gaza où l'aquifère est en passe d'être perdu. Ils reprochent également l'absence de traitement des eaux. Seuls 31 % des Palestiniens sont raccordés. Mais le Comité n'a approuvé que 50 % des projets palestiniens, avec d'énormes retards, alors que son autorisation doit encore être suivie d'une autorisation administrative pour la zone C.

L'appropriation des ressources par les colonies et par le tracé du mur est également troublant. La surexploitation des aquifères est avérée.

Les Israéliens se fondent sur la théorie de la première appropriation pour défendre leurs droits et refusent toute gestion partagée dans une vision sécuritaire de l'eau. Israël propose des solutions, parfois intéressantes, mais où il garderait la maîtrise de l'eau. Il a semblé à la mission que le pays préférerait abandonner les aquifères, en finissant de développer le dessalement, plutôt que de mettre en place une gestion partagée. Il n'y aura pas de partage de l'eau sans solution politique sur le partage des terres. Pourtant, un comité conjoint sur l'eau (Water joint committee) a été créé par les accords d'Oslo II. Il a compétence pour toutes les questions d'eau relative aux seuls Palestiniens sur le territoire de la Cisjordanie. Ce n'est donc pas un organisme de gestion partagée et encore moins de bassin. Il fonctionne en outre sur le mode du consensus ce qui donne de facto un pouvoir de veto à Israël »  
(*extrait du rapport « Géopolitique de l'eau », Assemblée Nationale, décembre 2011*)

Ayant fini de réveillonner, le député sioniste du très bling bling 16ème arrondissement de Paris Claude Goasguen ne s'est réveillé que ce lundi matin 9 janvier, pour s'époumoner et rameuter contre le rapport de ses collègues. Qu'il braille donc. Nous serions pour notre part plutôt enclins à le féliciter pour avoir fait la promotion du document, et s'être ainsi tiré une balle dans le pied. C'est quand il veut pour la deuxième.

CAPJPO-EuroPalestine

☐ **source** : CAPJPO EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/...>

---

5 Grande - Bretagne

Nick Clegg dénonce «le vandalisme délibéré» d'Israël

Le vice-Premier ministre britannique a traité ce lundi de "vandalisme délibéré" la politique israélienne de colonisation dans les territoires palestiniens qui, a-t-il dit, sabote les efforts visant à créer un Etat palestinien. "Une fois qu'on agit physiquement sur le terrain de manière à rendre impossible ce qui a été accepté depuis des années comme l'objectif final, on commet alors des dégâts considérables", a déclaré à la presse Nick Clegg en faisant allusion aux colonies juives qui font obstacle à la "solution à deux Etats". "Il s'agit d'un acte de vandalisme délibéré dirigé contre le principe de base sur lequel reposent des années de négociations; et c'est pourquoi nous avons fait part de notre inquiétude en tant que gouvernement avec de plus en plus de fermeté", a dit le n°2 du gouvernement à l'occasion de la visite à Londres du président palestinien Mahmoud Abbas.

<http://french.trib.ir/info/moyen-orient/item/164278-proche-orient-nick-clegg-d%C3%A9nonce-le-vandalisme-d%C3%A9lib%C3%A9r%C3%A9-disra%C3%AB>

Manifestation devant l'ambassade d'Israël à Londres

Des centaines de partisans britanniques de la cause palestinienne ont effectué un sit-in devant l'ambassade israélienne à Londres, pour commémorer l'anniversaire de l'agression sioniste sur la bande de Gaza début 2009 et exprimer leur solidarité avec les habitants assiégés à Gaza.

Les protestataires ont scandé des slogans de soutien au peuple palestinien, assurant qu'ils n'oublieront jamais les crimes de l'occupation ni les martyrs et les blessés de Gaza. Ils ont appelé les autorités de l'occupation à lever le blocus sur Gaza et à traduire les criminels de guerre israéliens devant la justice. Parmi les organisateurs de ce sit-in figurent le forum palestinien et des organisations britanniques. Les représentants des organisations de solidarité britanniques ont assuré qu'ils poursuivront leur soutien aux droits palestiniens, dont à leur tête le droit à la liberté et à l'autodétermination.

De son côté, le responsable médiatique au forum palestinien en Grande Bretagne Zaher Birawi a affirmé à la presse : « Les crimes de l'occupation ne se limitent pas à la bande de Gaza, mais ils visent les Palestiniens partout, et surtout dans la ville occupée d'AlQods qui souffre de la judaïsation et du nettoyage ethnique, ce qui nécessite plus d'efforts pour stopper les crimes de l'occupation ».

Il a ajouté : « Cette guerre injuste sur la bande de Gaza témoignera de l'héroïsme des hommes et des femmes de Gaza, et de la trahison de tous ceux qui se sont contentés de regarder de loin les transgressions de l'occupation ».

Et de conclure que la poursuite de l'injustice israélienne contre le peuple palestinien menace la paix du monde entier non seulement celle du Proche-Orient.

28/12/2011

Al Manar Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19